

Agir pour rendre au mouvement étudiant un syndicat national

Contribution de l'AGE de Paris IV préparatoire à la réunion de Limoges des 13 et 14 février

L'UNEF va mal.

La période écoulée depuis le congrès de Toulouse aura été marquée par l'effondrement de son implantation, et par conséquent de ses résultats électoraux, symptôme le plus facilement mesurable. Nous avons souvent eu l'occasion, nous et beaucoup d'autres AGE présentes ici, d'attribuer cet effondrement à son incapacité à définir nationalement une ligne syndicale claire et à l'appliquer localement.

Elle a durant ces dernières semaines touché le fond. Il nous faut prendre la mesure d'un changement radical de dimension. Jusqu'à l'avant-dernier CN, nous ne pouvions reprocher à l'UNEF que de ne rien faire, en l'absence de mouvement étudiant, pour le susciter et créer les conditions de son succès.

Or pour la première fois depuis 1995 les étudiants sont descendus dans la rue. Ce n'est pas la première fois qu'un mouvement commence sans l'UNEF. Mais c'est la première fois qu'il se développe sans qu'elle le rejoigne et cherche à accroître son audience, au point qu'elle répande l'impression qu'elle est contre le mouvement.

Les causes en sont toujours les mêmes, la première étant l'incapacité de l'UNEF à prendre la mesure réelle des enjeux. La politique de casse de l'Université publique initiée dans les années soixante, développée dans les années soixante-dix en réponse à mai 68, ralentie (mais non inversée) par la suite du fait de la réaction des étudiants, a connu depuis quelques années une accélération foudroyante, permise par la pression de la construction européenne, l'absence d'alternative politique en France, l'atonie du mouvement étudiant. Après le coup décisif qu'a été la réforme Bayrou, les mesures qui seront issues du rapport Attali peuvent achever cette œuvre.

C'est en luttant contre les premières manifestations de cette politique que l'UNEF s'est renouvelée dans les années soixante-dix. Elle a pris une place importante dans les luttes des années quatre-vingt. Elle a, seule, fait échec à la réforme Jospin de 1992, que soutenait (déjà) l'UNEF-ID, puis a été présentée contre le SMIC-Jeunes, contre le rapport Laurent.

Il y aurait beaucoup de choses à dire sur la façon dont elle a géré les suites du mouvement de 1995, qui ont été dites à Toulouse. Elle y était en tout cas présente. Pendant trois ans, les attaques contre eux s'intensifiaient, les étudiants ne sont pas descendus dans la rue, et l'UNEF n'a rien su ou rien voulu faire pour les y amener. Quand, face au rapport Attali, certains l'ont fait, ils ont eu l'impression de trouver l'UNEF contre eux.

Tel est le contexte dans lequel nous préparons le 79e congrès: d'une part l'aboutissement d'un processus trentenaire de casse par le pouvoir de l'Université publique, d'autre part celui d'un processus, plus court, de décomposition théorique et militante d'une UNEF qui s'était renouvelée dans la lutte contre celui-ci.

C'est pourquoi nous pensons, à Paris IV, que ce congrès sera soit celui de la disparition de l'UNEF, soit celui d'un deuxième renouveau. Nous refusons de considérer que cette alternative est d'avance tranchée.

Cette réunion de Limoges ne peut avoir d'autre sens que l'étude par les AGE présentes des moyens de ce renouveau. Il est clair que, l'UNEF en tant que telle étant désormais hors du mouvement étudiant, ces moyens ne doivent pas nécessairement être cherchés à l'intérieur de l'UNEF.

I- Définir une ligne syndicale

De ce qui précède, on aura compris ce qui pour nous doit être l'essentiel d'une telle ligne.

Il n'y a pas de syndicat étudiant, de vrai syndicat vraiment étudiant, dont l'objectif ne soit la défense des intérêts des étudiants, avec tout ce qu'elle implique bien sûr, mais cela seulement. C'est sur cette base que doit se faire son unité.

Il n'y a pas non plus de syndicat possible si on n'est pas convaincu de la convergence possible de ces intérêts dans et par la lutte, et que

le rôle du syndicat est précisément cette unification.

L'intérêt paradoxal de la situation présente est qu'il n'est pas besoin d'en chercher loin les voies. Depuis trente ans, la défense des intérêts étudiants se confond avec la défense et la promotion de l'université publique, une université publique de qualité ouverte à tous.

Aujourd'hui, cette défense s'exprime dans la lutte contre le rapport Attali et l'ensemble de la

politique d'Allègre. Là est la question, là est le clivage essentiel. Par sa définition même, le syndicalisme étudiant se trouve en opposition avec un pouvoir qui veut détruire ce qu'il doit défendre.

Il ne saurait y avoir de ligne de construction du syndicat qui ne pose clairement cette opposition. C'est essentiellement parce que l'UNEF s'est éloignée d'un tel positionnement, pour finalement donner à l'automne dernier l'impression qu'elle lui tournait le dos, que se pose aujourd'hui la question de sa survie en tant que syndicat étudiant.

Nous osons, contre tous les lieux communs qu'on nous a servis, y compris, hélas, durant nos collectifs nationaux, affirmer la nécessité exclusive de ce positionnement, parce qu'il implique et contient tous les autres, et peut seul leur donner un sens et une perspective. Opposer à cette lutte les luttes au quotidien, c'est les priver de toute perspective de succès à moyen terme. Il n'y a pas de sens à lutter pour des places en cité-U, des sèche-linge gratuits, la liberté de circulation en Sorbonne..., si on ne replace ces luttes dans une perspective de lutte globale. Aujourd'hui celle-ci s'appelle lutte contre le rapport Attali.

Un syndicat qui n'articule pas ses revendications locales avec la lutte contre la logique globale qui est à l'œuvre s'expose à osciller entre la cogestion et la piaillement, bref à ne plus être un syndicat.

On nous objecte que fonder la ligne syndicale sur une opposition de principe n'est pas constructif. Nous devons affirmer, et d'abord à nous-mêmes, que le rôle du syndicat n'est pas d'être constructif. Nous ne sommes pas, en tant que syndicat, candidats au pouvoir, nous n'avons à avoir un "projet pour l'Université", pour reprendre la formule de la direction nationale de l'U-ID, qui prouve ainsi qu'elle n'est plus dans une perspective syndicale. Nous avons à juger ce qu'on nous propose, et à construire nos revendications en opposition à ce qui nous est proposé, tant que la même logique de casse de nos acquis sera à l'œuvre.

C'est cela, aussi, qui doit nous amener à construire nos exigences en matière d'aide sociale. L'UNEF s'est, depuis trop longtemps, laissé enfermer dans le débat de l'autonomie, piégé par le pouvoir, dont l'U-ID fut, en agitant sa revendication démagogique d'allocation pour

tous, le meilleur agent. L'Union nationale et la majorité des AGE se sont, chaque année un peu plus, crispées sur un refus de principe de la notion d'autonomie qui met l'UNEF dans une position intenable vis-à-vis de l'ensemble des étudiants, des autres composantes du mouvement étudiant et du mouvement social, et vis-à-vis d'une part plus que notable de ses militants.

C'est une erreur, partagée à notre avis par tous ceux qui à l'intérieur de l'UNEF prennent la position inverse. Nous n'avons pas à nous positionner sur une allocation d'études pour tous qui n'existe que dans le ciel des idées. Nous devons dénoncer les insuffisances criantes et les contradictions du système actuel, et exiger un réinvestissement budgétaire massif de l'État. L'opposition fondamentale n'est pas ntre bourses et allocations d'études, mais entre la pénurie actuelle, conséquence de la logique globale à l'œuvre et l'intérêt des étudiants.

Bien entendu, tirer toutes les conséquences d'une position de défense de cet intérêt, c'est aussi accepter de sortir du cadre strict des affaires étudiantes. L'impossibilité de séparer la défense des étudiants étrangers de la lutte des sans-papiers, admise par les deux derniers congrès de l'UNEF, le montre assez: revenir sur ce point serait aussi une erreur.

On ne peut poser le syndicat étudiant comme naturellement opposé au pouvoir dans la période actuelle sans constater que sa lutte a comme perspective la transformation de celui-ci, non *a priori* mais comme une conséquence logique. C'est en ce sens que nous nous reconnaissons pleinement dans la notion de syndicalisme de transformation sociale, mais pensons, au vu des deux derniers congrès, que ce serait une erreur de cristalliser le débat sur cette formule. L'essentiel est un positionnement clair sur la question centrale. Il implique le reste, au-delà des divergences de mots.

Un tel positionnement est nécessaire pour l'UNEF. Il est aussi sa meilleure chance. Il n'y a que dans nos collectifs nationaux qu'on considère que "les étudiants" ne comprennent rien à ces questions, et que le syndicat n'a pas à prendre position, mais à leur demander un avis qu'il n'ont aucun moyen d'avoir. Les AGE qui ont mené la lutte contre le rapport Attali se sont développées et ont progressé, y compris électoralement.

II Exprimer cette ligne au niveau national

Dans de nombreuses universités, de syndicats se créent, renaissent ou se développent à la faveur de la lutte contre Allègre et Attali. Le problème est l'absence de structure nationale pouvant assurer la représentation et la coordination de cette lutte. L'UNEF aurait dû jouer ce rôle: elle en a été incapable. En refusant de se prononcer contre le rapport Attali, elle s'est rendue suspecte aux yeux des étudiants et lutte.

Elle s'est déclarée solidaire des facs en grève, mais a refusé, sous prétexte de respect de la libre-détermination des étudiants, de lancer un mot d'ordre national. Le tract intitulé "Rapport Attali: pour le meilleur et pour le pire" ne pouvait que semer la confusion. Quant au communiqué de presse, de loin meilleur, adopté à l'unanimité par le CN de décembre, il n'a à

notre connaissance été diffusé que sur le site web de l'UNEF Paris IV.

On mesure à quel point il s'agit d'une occasion manquée à la façon dont cette absence s'est fait ressentir. Les facs en lutte ont fait d'importants efforts pour se coordonner, relativement couronnés de succès, mais beaucoup de temps et d'énergie auront été dépensés pour arriver à ce résultat. En revanche, elles n'ont jamais réussi à imposer une représentativité nationale permettant de s'adresser au pouvoir, à ses *media*, et surtout aux étudiants des facs qui n'étaient pas en lutte. La participation de l'UNEF aux coordinations nationales, la mobilisation de l'ensemble de son appareil et de ses réseaux pour relayer leurs mots d'ordre auraient changé cela.

C'est d'une organisation nationale à son service que le mouvement étudiant a manqué. Il faut lui en rendre une, et notre principal souci, en abordant ce 79e congrès, doit être d'étudier en quoi il pourrait servir à cela.

Un point doit tout d'abord être souligné, pour dissiper toute équivoque, entre nous et avec les camarades qui ne partagent pas nos positions. Il ne saurait être question de résoudre ce problème par un changement de majorité dans l'Union nationale. Non que cela soit arithmétiquement impossible, mais parce que nous devons être conscients qu'une majorité alternative, mais parce que nous devons être conscients qu'une majorité alternative n'aurait pas les moyens matériels et humains d'assumer la direction nationale, pour des raisons sur lesquelles il est inutile de s'étendre. Un renversement de majorité aurait d'ailleurs comme conséquence automatique une scission. Ce serait une autre façon d'arriver au même résultat: la fin de l'UNEF.

III Que faire au 79e congrès ?

Cela n'est en rien incompatible avec l'objectif que nous nous fixons pour ce congrès: rendre l'UNEF au mouvement étudiant. Nous en avons mesuré les difficultés, mais nous refusons de considérer l'échec comme inéluctable. Nous n'avons pas l'intention d'aller au 79e congrès pour témoigner, insulter tout le monde et faire scission, mais de tout faire pour qu'il soit, au moins, un pas dans la bonne direction.

Il faut ici souligner que de nombreuses AGE qui n'étaient pas jusque là classées comme oppositionnelles se posent des questions sur la ligne nationale –ou l'absence de ligne nationale– de l'UNEF, en particulier concernant la lutte contre Attali. Il ne faut pas nous faire d'illusions: l'UNEF étant ce qu'elle est, jamais ces AGE, à quelques exceptions près, ne voteront avec nous contre la direction sortante. Il n'en est pas moins vrai qu'elles accueilleraient avec satisfaction et soulagement toute inflexion de la ligne nationale dans le sens que nous souhaitons. Il ne faut donc pas surestimer, mais pas non plus

Pour les mêmes raisons, il ne saurait être question, dans l'état actuel des choses, de former une nouvelle organisation nationale en phase avec le mouvement étudiant. Toute initiative en ce sens ne ferait qu'accroître la confusion.

Nous n'envisageons pas, à l'heure actuelle, de quitter l'UNEF parce que cette affiliation, si elle a de moins en moins d'avantages, ne nous semble pas avoir d'inconvénient majeur dans la perspective qui est la nôtre. Manifestement, toutes les AGE présentes à Limoges ne sont pas dans cet état d'esprit: nous le comprenons, mais le déplorons. Le risque existe que le congrès soit, comme le précédent, suivi d'un nombre important de départs. D'autre part, il nous faut prendre en compte l'existence de syndicats actifs dans la lutte qui ont quitté l'UNEF, comme l'ASL ou certains SUD, ou se sont formés en dehors d'elle et estiment aujourd'hui, à raison, n'avoir aucun motif d'y rentrer.

Il n'est pas question pour nous de chercher là les bases d'une nouvelle Union nationale. mais il serait souhaitable que l'ensemble des syndicats qui se sont retrouvés dans la lutte contre le rapport Attali disposent désormais du moyen permanent d'échanger des informations et des analyses qui leur a fait défaut dans cette lutte. La formation d'un réseau, qui se doterait d'un bulletin de liaison et utiliserait au maximum Internet pour la mise à disposition de tous du matériel de propagande nous semble nécessaire. Il ne s'agirait en aucun cas d'un embryon d'organisation nationale mais d'un moyen pour des syndicats, qui nonobstant leurs affiliation ou leur absence d'affiliation, se reconnaîtraient dans un texte commun minimum, d'échanger des informations. Il nous faut dès maintenant y réfléchir, dans la perspective de l'après congrès.

le négliger, et surtout être conscients que la polarisation du débat sur de vieux clivages nous en priverait.

Notre souhait est que le plus grand nombre possible d'AGE présentes à cette réunion puissent aborder le congrès en ayant défini précisément ce qu'elles en attendent, et à quelles conditions elles s'en déclareront satisfaites.

Ces conditions doivent porter sur l'orientation, c'est à dire sur le contenu des textes qui seront adoptés par le congrès, sur la composition de la direction chargée et les appliquer et sur son fonctionnement.

Ces trois points sont et doivent être indissolublement liés, contrairement à ce qui se fait le plus souvent dans l'UNEF. Il n'y a pas de sens à participer à la direction nationale sans un accord au moins minimum sur le texte d'orientation. Il ne serait pas non plus raisonnable d'accepter un texte, même s'il nous semble satisfaisant, sans garanties sur son

application. Qui se souvient aujourd'hui que nous avons obtenu à Toulouse la condamnation de la méthodologie et du tutorat ? Pas le secrétariat national chargé d'appliquer cette ligne en tout cas.

Il nous semble donc indispensable de ne pas dissocier la question du contenu du texte d'orientation de celle d'une participation significative des AGE qui ont contesté la ligne nationale depuis le précédent congrès.

Nous serons minoritaires sur le vote du texte. Il nous faut définir sur quelles bases serait possible un compromis nous conduisant à le voter. L'essentiel nous semble être une définition claire du syndicat, qui ne corresponde pas forcément à ce que nous préconisons dans ce texte, mais rompe avec la conception développée ces derniers temps pour lui rendre un rôle de moteur du mouvement étudiant: le syndicat n'a pas pour fonction de demander leur opinion aux étudiants (ce qui en fait une sorte d'institut de sondage au service du pouvoir), mais de leur indiquer où est leur intérêt et de les appeler à le défendre. Cela posé, une prise de position claire contre le rapport Attali et un appel à la mobilisation contre sera possible.

Une telle position ne sera crédible que si les AGE qui l'ont défendue dans les collectifs nationaux sont représentées de façon significative dans la direction chargée de la mettre en œuvre. Nous souhaitons que ces AGE présentent un front uni: plutôt que quémander chacune de son côté un strapontin au nom de la représentation des minorités, quitte à déplorer ensuite en séance que d'autres aient vu leur demande refusée, exiger en commun que chacune

soit représentée à la hauteur de ce qu'elle apporte à l'UNEF. Celles qui sont présentes au BN doivent en rester: il faut nous demander si toutes doivent en rester à un seul siège. Surtout, deux des principales sont aujourd'hui en dehors, Limoges qui a refusé de présenter un candidat lors du dernier renouvellement, Caen dont les candidatures sont systématiquement rejetées depuis de nombreuses années. Ces AGE doivent revenir au BN.

Bien évidemment, cela suppose aussi que le BN joue pleinement son rôle de direction collégiale et que les camarades qui y seront élus y gagnent autre chose que le privilège d'entendre le rapport une quinzaine d'heures avant le collectif. Une présence plus importante de nos AGE devrait le faire évoluer. Cependant, il serait logique qu'elles demandent aussi une représentation au secrétariat national: ce serait la meilleure garantie, et la meilleure chance pour l'UNEF. Mais cela suppose aussi que des camarades soient suffisamment disponibles pour accepter éventuellement une telle responsabilité.

Il ne s'agit là que de propositions, qui demandent pour le moins à être approfondies et précisées. Mais il nous semble clair que les AGE qui sont présentes à Limoges, qui sont celles qui ont dénoncé la liquidation du syndicat et celles qui ont lutté contre Attali doivent chercher à définir une position commune, non dans une logique fractionniste ou scissionniste, mais en affichant le but d'arriver à un accord unanime dans l'UNEF sur un positionnement offensif face au pouvoir tiré d'une définition claire du syndicat, une direction collégiale et représentative de l'ensemble du syndicat étant la condition de cet accord.

*

* *

Il ne peut y avoir de syndicat qui ne soit au service du mouvement étudiant. Il ne peut y avoir de mouvement étudiant national sans un syndicat national à son service.

Nous sommes structurellement et presque statutairement minoritaires dans l'UNEF. Nous n'avons pas à nous cacher que sa position actuelle, aboutissement d'une longue dérive, est de nature à remettre en cause notre acceptation de ce statut.

Des échanges que nous avons pu avoir lors des derniers CN, il ressort que pour beaucoup ce congrès est celui de la dernière chance. Cette chance doit être jouée à fond, dans la mesure où nous n'avons pas aujourd'hui de solution alternative à proposer au mouvement étudiant.

Nous n'allons pas au congrès pour nous compter (c'est fait, depuis longtemps), ni pour jeter les bases d'une scission. Nos AGE doivent se donner comme objectif d'y agir en liaison les unes avec les autres pour peser dans le sens d'un compromis qui aille dans le sens d'un retour de l'UNEF au mouvement étudiant.

Il est clair qu'en cas d'échec chacune aura à se déterminer sur la poursuite de sa participation à la direction nationale, voire le maintien de son affiliation à l'UNEF. Nous voulons conclure ce texte en affirmant qu'il est indispensable que, quels que soient ces choix, nous maintenions et renforçons les liens entre nous et avec tous les syndicats qui, dans et hors de l'UNEF, sont décidés à travailler dans le même sens.